

"Le travail sur la mémoire comme lutte contre les discriminations..."

Entretien avec Gérard Cugney,
Délégué régional du Fonds d'Action Sociale Rhône-Alpes

Ecarts d'identité : L'idée de départ de ce forum régional des mémoires d'immigrés est liée à l'urgence de la fermeture d'un certain nombre de foyers-dortoirs ARALIS. Nous souhaitons donc faire un travail sur ces lieux qui sont supports de mémoire et d'histoire. Puis nous avons imaginé l'ouverture de ce travail sur d'autres lieux et supports de mémoire dans la région en y associant de façon large d'autres partenaires qui travaillent dans ce champ et d'autres collectivités locales. La forme finale est l'organisation de ce forum, avec des manifestations diverses sur le croisement de ces mémoires... Comment vous représentez-vous l'intérêt de ce travail sur la mémoire et l'immigration ?

Gérard Cugney : Je dirais d'abord en préambule que j'arrive d'une région, la Bourgogne, où nous n'étions pas encore arrivés à ce type de questions, même si, par ailleurs, nous sentions la nécessité de résituer les gens dans leur

propre histoire et non dans cette espèce de «non-identité» ou de «naissance de rien» que suppose le qualificatif de «première génération» par exemple. Quand on regarde le territoire, on peut vérifier par exemple comment l'immigration portugaise a transformé les choses dans un certain nombre d'endroits en Bourgogne. Il y a également des petits villages du côté de Dijon où l'immigration turque s'est traduite par une sorte de valeur ajoutée qui donne à ces endroits une histoire extraordinaire qui a été résumée dans un livre qui a aidé à cette reconnaissance. Pour moi, c'était une prise de conscience de cette nécessité de travailler plus en profondeur sur les populations qui sont là et sur leurs apports, leurs trajectoires, leurs évolutions et leurs caractéristiques... Ce sont des choses très importantes dans le cadre de la lutte contre la discrimination. Cela doit nous aider à tout repenser, totalement, pour pouvoir aujourd'hui caractériser cette chose

monstrueuse qu'est la discrimination. J'étais donc déjà sur ces formes d'interrogation. En arrivant dans la région Rhône-Alpes, j'ai trouvé au FAS et chez nos partenaires une évolution encore plus importante, et une réflexion peut-être beaucoup plus structurée sur la nécessité de faire émerger cette mémoire, parce qu'elle est structurante, car ce sont bien les racines qui font la force de l'arbre, et qui pourraient entrer dans le cadre du commentaire qu'on entend souvent : « les jeunes ont une absence de repères »... oui, mais parce qu'ils ont une absence de passé, et quand on a une absence de passé, on a une absence de projection. Je crois que les premiers débats que j'ai entendu montrent qu'on doit encore approfondir



dir tout ce travail.

E.d'I. : Quand vous parlez de « tout repenser », est-ce la dynamique que vous voyez derrière la mémoire ? Est-ce que le travail sur la mémoire permet de créer d'autres liens et d'autres relations de compréhension entre les éléments qui ont construit l'histoire de l'immigration ?

G.C. : Tout à fait. Le problème est de montrer que les gens se sont inscrits dans toutes les démarches de la vie. Et que autant ils ont appris de nous, autant nous avons appris d'eux. C'est bien cette identité commune qui est à décoder. Et quand nous aurons trouvé l'élément de base de l'identité commune, on verra qu'elle est multiforme, qu'il y a des endroits où elle est peu développée, et d'autres beaucoup plus. A partir de là, je crois que cela permettrait à beaucoup de Français de relire, ou de regarder les immigrés ou les Français dont les parents étaient immigrés, d'une autre manière, c'est-à-dire non pas comme des gens qui sont venus par le fait du hasard et qui se sont positionnés là, avec le vieil axiome de l'eldorado, mais qu'ils sont restés là parce qu'ils ont construit des choses, qu'ils ont structuré des choses, et aujourd'hui, un certain nombre d'immigrés disent : « mais nous sommes tout à fait intégrés, qu'est-ce que vous nous demandez de plus ? ».

Il y a une incompréhension parce qu'aujourd'hui la lecture n'est pas le problème de l'intégration, mais le problème de la discrimination qui fait que tous les concepts reliés à la citoyenneté française, un certain nombre de gens les acceptent dans leur totalité, sont prêts à participer à les faire évoluer, simplement c'est ce niveau de citoyenneté qu'on leur retire. C'est bien tout ce travail-là qu'il y a à faire, et le travail sur la mémoire est une des pistes... Et pour revenir à la question des jeunes, pour ceux qui ne sont pas bien dans leur tête c'est parce qu'ils ont des choses mais ils ne savent pas où les réinvestir, sortis de l'espace enfermant du quartier, où vont-ils ? Alors qu'ils seraient capables de dire, d'exprimer, et encore une fois de mettre en valeur quelque chose qui est bien une sorte de binôme : d'où je viens, où je vais ? Quand on travaillera sur la mémoire d'une manière approfondie, on verra que c'était bien dans un échange permanent, et qu'il y avait bien un contact avec cette société d'accueil, qui donnait des moyens, des outils, et ces personnes qui s'en sont saisi d'une manière ou d'une autre, bien ou mal ce n'est pas à nous de juger, et qui ont construit quelque chose. Cette construction ne peut être que collective. Il n'y a pas d'un côté l'immigration qui

reconstruit quelque chose et de l'autre côté la société française. Nous avons tous construit ensemble, au même rythme, avec le même degré d'engagement, la même volonté de réussite. Et aujourd'hui on a l'impression d'une volonté de marginalisation qui ferait que les apports seraient dévalués a priori, alors qu'aucun apport ne peut être dévalué, le plus simple soit-il. Il est l'apport de ces personnes-là, à un moment donné, et beaucoup de gens ont apporté ce qu'on leur a demandé d'apporter. Avec l'évolution d'aujourd'hui, ils sont capables d'apporter plus, mais avec le sentiment de discrimination, on serait plutôt dans une forme de régression.

E.d'I. : En ce qui concerne l'aspect lié à la mise en œuvre des politiques publiques, en particulier la politique de la ville, les quartiers d'habitat social récents, mais aussi des lieux qui ont un peu un statut « extra-territorial », comme les foyers de travailleurs migrants, qui sont dans la ville sans être dans la ville..., ou les quartiers où il existe la problématique de construction/démolition, sans parler de l'identité de ces quartiers avant de parler de les raser... L'intégration de l'identité de ces lieux dans les politiques publiques n'est-elle pas aussi un enjeu de

mémoire ?

G.C. : Je dirais que le problème c'est encore le regard que l'on porte sur les gens. Je pense que pour beaucoup d'urbanistes, les gens qui sont là le sont par accident, et sont porteurs de peu de choses. Ils existent en tant qu'habitants, et pas comme habitants du quartier, avec une vie de quartier. Encore une fois, les analyses faites sont qu'il y a un tel mal-vivre que les gens ont envie de fuir, mais le problème c'est qu'ils ont aussi trouvé des espaces dans lesquels il y a de l'expression. Aujourd'hui on est dans une survalorisation du mal-vivre. Et on oublie que les gens vivent quelque chose, au quotidien, avec les rapports de voisinage, etc., qui ont permis de construire, de déconstruire une identité culturelle... Aujourd'hui, je crois que dans la nouvelle conception relative à l'urbanisation, on oublie de demander aux habitants ce qu'ils veulent, même si on prétend le faire. On part du postulat qu'ils sont malheureux, alors on va faire autrement. Alors qu'ils espèrent peut-être apporter eux-mêmes des modifications dans leur cadre de vie, à l'intérieur de leur cadre de vie, comme il est. Le problème, c'est la capacité collective à formuler un projet cohérent, et il est vrai qu'aujourd'hui on considère que les grandes barres, les

grandes tours sont «génératrices de». A partir de là, on fait un diagnostic et on va au bout de cette logique. Mais, avec un oubli : il y a des gens qui sont là, qui y ont passé un temps relativement important... Par exemple, dans un foyer, j'ai rencontré une personne, d'origine française, et elle m'a expliqué que cela



faisait 8 ans qu'elle vivait dans 7 mètres carrés. Elle venait de partir à la retraite, alors je lui ai dit «vous allez partir» car il me semblait que c'était la seule chose à faire. Et, elle me répond : «Ah, je ne sais pas, je vais peut-être rester encore un an». J'avais donc une lecture et elle une autre. J'ai considéré à un moment donné que sa lecture était la seule valide puisque cet espace que

je considérais moi comme faiblement social, était pour elle la totalité de son espace social, et ressentait peut-être l'extérieur comme hostile, comme «non- intégrateur» de ses propres envies ou de ses propres errances. A partir de là, j'ai pensé qu'il fallait confronter les points de vue. Cette confrontation peut aider les gens à révéler, à faire émerger ce qui est aujourd'hui le lien, le lien social caché au-delà des difficultés du quotidien, mais qui est un lien social extraordinairement fort qu'ils ne peuvent pas forcément retrouver ailleurs... Ce n'est pas à nous d'ordonner leur vie. Je crois qu'aujourd'hui, quand on évoque les politiques de la Ville, on est sur des concepts généraux qui, à un moment donné, oublient que les concepts sont faits pour améliorer la vie des gens et que la première amélioration c'est de leur demander : «et vous qu'est-ce que vous en pensez?». Si on ne les interroge jamais, ils ne pourront jamais exprimer ce que c'est que leur vie. Leur vie, ce n'est pas seulement ce qui se passe demain, c'est ce qui s'est passé hier et ce qui se passera demain et après-demain. C'est un espace-temps qui permet aux gens de se positionner, de se structurer, d'avoir du plaisir et des souvenirs.

E.d'I. : Quand on fait le constat des apports et de l'enrichissement des immigrations d'une part, d'autre part celui qu'il existe des formes d'intégration même si, ou surtout si, ces formes ne sont pas celles que déclinent les discours officiels sur l'intégration, et enfin, quand on fait le constat terrible aujourd'hui qui est celui de la discrimination, est-ce que, d'une certaine façon, en une formule, on pourrait dire : l'enjeu aujourd'hui, c'est intégrer les formes d'intégration réelles ?

G. C. : Je dirais qu'on a pris conscience un peu tard que ce n'était pas seulement aux immigrés de s'intégrer, mais plutôt à eux de faire une démarche et à nous d'en faire une autre. Le travail de mémoire c'est de dire : on a fait ensemble des choses. Et c'est parce qu'on a fait ensemble ces choses qu'elles ont de la valeur. Quand on désigne aujourd'hui un déficit d'intégration, c'est comme si on disait qu'il y a un coupable qui n'a «pas fait l'effort de». Même si, par ailleurs, il avait fait plus que l'effort raisonnable, car quand on va dix fois au contact et qu'on se fait repousser, cela fait un sérieux problème. Il faut donner du contenu à tout cela car le terme d'intégration manque un peu «de sel et de poivre». Quand on aura identifié les choses faites ensemble, où chacun a amené sa valeur — et amener sa force

de travail c'est amener une valeur qu'il ne faut pas minimiser — peut-être alors que l'on arrivera à comprendre que le travail d'intégration est un échange permanent entre des gens différents qui ont la volonté d'avoir, à un moment donné, un point de vue commun. Et ce point de vue commun ne résume pas toute la vie des gens, il résume ce qui est nécessaire pour vivre collectivement en se respectant, avec un minimum de tolérance. C'est pour cela que la difficulté relative à l'intégration aujourd'hui c'est que l'on parle d'intégration mais que la perception la plus communément admise est plutôt l'assimilation. On voudrait que tous les gens qui viennent en France deviennent des Français moyens comme si le Français moyen existait. Alors que l'intégration c'est adhérer à un système de valeurs qui permet collectivement de vivre ensemble en gardant ses attributs... Aujourd'hui, les populations immigrées sur le territoire national sont plutôt des populations vieillissantes et les populations jeunes relèvent d'une autre réalité mais on voudrait que les uns et les autres se ressemblent dans une sorte d'uniformité. Le FAS doit faire un effort pour dire «c'est de ce public là que je parle», pour ne pas avoir à poser la question de l'intégration à ceux qui sont français depuis déjà trois générations !

C'est bien l'identité de la personne, son parcours, sa trajectoire qui doit être la clé de lecture et non le patronyme ou la couleur. Il ne suffit pas de nous dire : «regardez bien la liste», la liste de noms ne veut rien dire, la liste n'est pas un moyen d'identification. Je crois qu'aujourd'hui il faut donner plus de qualité que les deux ou trois éléments qui sont en eux-mêmes discriminants. Cet effort de caractérisation et de qualification nous donnera, je crois, un vocabulaire plus précis sur un parcours commun et les apports des uns et des autres... C'est parce que l'immigration est vieillissante qu'il faut repenser et reprendre en considération tout ce qu'elle a permis de faire pour que le souvenir ne soit pas tout simplement un souvenir banal mais un souvenir construit, structuré et valorisé. Car c'est sur ce terreau de valorisation que les nouvelles générations prendront un signe. Si cela n'existe pas, une grande partie de ces générations restera ni immigrée ni française. Et c'est pourquoi aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de répondre ponctuellement aux problèmes de la discrimination, et le combat n'est pas de "valoriser" seulement le négatif, il est dans le fait de faire émerger le positif. Le travail sur la mémoire contribue de manière fondamentale à cette émergence.